Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

226-227 | Avril-Septembre 2004
Afrique

Éton et Manguissa, de la Lékié au Mbam-et-Kim : jeux et enjeux fonciers (Centre-Cameroun)

Joseph Gabriel Elong

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/572>

DOI : 10.4000/com.572

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2004

Pagination : 289-312

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Joseph Gabriel Elong, « Éton et Manguissa, de la Lékié au Mbam-et-Kim : jeux et enjeux fonciers (Centre-Cameroun) », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 226-227 | Avril-Septembre 2004, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/com/572> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.572>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Tous droits réservés

Éton et Manguissa, de la Lékié au Mbam-et-Kim : jeux et enjeux fonciers (Centre-Cameroun)

Joseph Gabriel Elong

- 1 La mobilité des populations au Cameroun a été jusqu'ici caractérisée par la ruée des ruraux vers les centres urbains. Déjà, le recensement de 1976 avait révélé que les villes de plus de 100 000 habitants se composaient de migrants à plus de 50 %. L'aggravation de la crise économique a développé ces dernières années des migrations de retour qui consistent, pour certains citadins, à regagner leurs villages d'origine en vue d'y redéfinir de nouvelles bases de survie quotidienne. Au bas de l'échelle, on peut relever aussi des migrations au sein même des zones rurales ; celles-ci sont de faible importance à l'échelon national, mais sont pourtant significatives dans certaines régions du Centre-Cameroun, par exemple pour des Éton et des Manguissa de la Lékié qui ont migré vers la rive droite de la Sanaga, ou plus précisément vers le Mbam-et-Kim¹, région forestière peu peuplée. Arrivés dans ce nouvel espace, pas dans un esprit de conquête mais dans celui de recherche pacifique de terres, chez leurs voisins de la Sanaga, ces migrants ont été contraints de créer des abris provisoires et plus tard définitifs, à cause des longues distances qui les séparaient désormais de leurs différents points de départ, afin de vaquer de façon plus confortable et permanente à leurs activités de production. Aujourd'hui, le territoire qu'ils utilisent dans le Mbam-et-Kim est parsemé de clairières abritant des villages dont ils sont les artisans. Les originaires du Mbam-et-Kim sont conscients que ce patrimoine bâti n'est pas leur œuvre. Un tel phénomène mérite d'être étudié parce qu'il constitue un processus peu ordinaire dans la mise en place de l'habitat rural en milieu forestier.

Les causes des migrationsL'attrait d'un milieu forestier peu peuplé, aux conditions physiquesfavorables (fig. 1)

- 2 La répartition spatiale de la population rurale du Mbam-et-Kim et de la Lékié, deux départements séparés par la Sanaga, montre de très grands contrastes. Sur la rive gauche de la Sanaga, la Lékié porte les marques d'une forte charge humaine en milieu rural :

entre les recensements de 1976 et 1987, la densité rurale est passée de 73 à 93 hab./km². En 2000, cette densité ² est estimée à près de 140 hab./km² : c'est une évolution significative du poids démographique sur l'espace rural. En fait, dans ce département, et notamment dans sa partie occidentale, les villages s'égrènent parfois sans discontinuité, le long des voies de communication. Pourtant, sur l'autre rive du fleuve, le Mbam-et-Kim accueille à peine 5 hab./km², dans un milieu de contact forêt-savane desservi par des pistes en mauvais état et ne conduisant nulle part, puisque la route de Yoko est délaissée et est devenue un cul-de-sac. Il offre donc d'énormes possibilités de mise en valeur de terres attractives, pour des migrants entrepreneurs comme le sont les Éton et les Manguissa. Le faible peuplement du Mbam-et-Kim a été le facteur majeur ayant impulsé les migrations provenant de la Léké. Cette région a ainsi constitué pour ces migrants une véritable réserve foncière, qu'ils vont s'approprier pour en faire leur patrimoine. C'est aussi un terrain connu, car ils y pratiquent la chasse, et en même temps imaginaire, car ils l'ont jadis traversé avant de s'implanter définitivement dans la Léké.

- 3 Le Mbam-et-Kim offre aux migrants une altitude moyenne variant de 500 à 600 m, interrompue par de petites collines et inselbergs comme le Bondjéré (631 m), le Tchamongo (670 m), le Mont Tama (882 m) étant le point culminant. La forêt à Sterculiacées croît sur des sols plus riches en matières organiques que ceux des espaces de la savane. Les ressources en eaux sont constituées par la Sanaga et ses nombreux affluents comme le Mbam et le Kim dont les potentialités en pêche sont reconnues et ont séduit à leur tour les migrants. Enfin, le département du Mbam-et-Kim possède une faune riche et diversifiée, ce qui a favorisé un peu partout une intense activité de chasse. En définitive, la combinaison faible peuplement, proximité et atouts du milieu physique a été déterminante dans le choix du Mbam-et-Kim comme zone d'accueil des migrations de la Léké. Cependant, le passage d'une région à l'autre ne fut pas aisé au départ.

La terre : un bien au centre du partage de l'héritage familial

- 4 Comme dans toutes les sociétés traditionnelles africaines, le partage de l'héritage, du vivant ou après le décès du chef de famille, repose sur un bien principal : la terre. Toutefois, dans la Léké-Est ³, la concrétisation de cette pratique est à la fois particulière et alarmante. Particulière en ce sens que dans le droit moderne ou traditionnel, le père légitime est moralement tenu de léguer un lopin de terre à chacun de ses fils. Mais, ces dernières années, les mères célibataires ont commencé à réclamer leur part d'héritage foncier, et bon nombre d'entre elles, en fonction de l'estime de leur père, sont devenues propriétaires terriennes, malgré l'opposition des garçons. Dans ce cas précis, les conflits familiaux n'ont pas manqué quand on sait qu'à côté, chez les Éwondo, les filles, célibataires ou non, ne doivent pas s'ingérer dans le partage foncier. Mais la situation y est aussi alarmante puisque le descendant masculin est tenu de continuer le processus pour sa progéniture. Sachant que la moyenne d'enfants par femme dans la Léké-Est est de 6 à 7, de génération en génération, les propriétés foncières se sont émiettées au point que dans certaines familles, il n'y a plus de terre à distribuer aux ayants droit. La polygamie étant courante dans la région, les choses se compliquent quand les enfants de la première épouse prétendent être les héritiers privilégiés. Ainsi, les fortes densités rurales de la Léké-Est ne sont pas liées aux migrations, mais surtout au caractère prolifique de la population.
- 5 Les besoins en terre d'une région aussi densément peuplée se posaient donc avec acuité. Pour beaucoup de ressortissants, la solution consistait à s'engager dans la recherche de terres ailleurs et le Mbam-et-Kim a été l'opportunité à saisir. Mais localement, la quête

permanente d'un lopin de terre a généré de nombreux conflits entre les jeunes, mais aussi entre eux et leurs parents. Ces derniers étant dépassés par les événements, la sorcellerie, devenue un mode de régulation sociale en Afrique, est entrée en jeu, ainsi que toutes sortes d'intimidations pour pousser les jeunes à l'exode rural. À Nkolbogo, Mendouga-Mokala, Nkolngok dans l'arrondissement de Sa'a par exemple (fig. 2), les terres gérées par les veuves ont été arrachées de force par les membres de la famille du défunt mari.

- 6 Toutefois, arrêtons-nous sur d'autres mobiles, liés aux problèmes de mise en valeur des terres, pour comprendre davantage les causes des migrations des Éton et des Manguissa dans le Mbam-et-Kim. Le Frère Bernard Collignon les évoque dans un rapport interne adressé aux supérieurs de sa congrégation ⁴ en 1984. Il disait en substance : « Les techniques agricoles sont restées traditionnelles, les jachères ne sont pas améliorées. Aucune lutte phytosanitaire n'est entreprise contre les capsides de cacao, le charançon du bananier, la pourriture du manioc ou les cochenilles de l'igname. Partout, on atteint les seuils critiques, on mange de plus en plus mal. Les champs n'ayant pas leur potentiel de fertilité restauré, suite à une remise en culture de plus en plus rapide, portent des récoltes de moins en moins abondantes... Tout ceci fait peser une menace de la famine pour les familles qui les exploitent. » En réalité, il y a certes à la base un problème de manque de terres, mais plus encore celui de leur faible rendement dû à la charge humaine sur l'espace, qui a ainsi imposé l'intense exploitation des terres disponibles. En effet, la Léké a tenu une place majeure dans l'approvisionnement alimentaire de Yaoundé en produits vivriers : par exemple, en 1972, le gouvernement camerounais a même initié le projet « Centre de Promotion Rurale de la Léké » pour encadrer les groupements d'agriculteurs en vue de promouvoir des cultures vivrières et un petit élevage pour les besoins alimentaires de la population croissante de Yaoundé. Cependant, il était difficile d'atteindre un tel objectif, compte tenu de l'ampleur de la culture du cacaoyer dans la Léké. Le projet avait donc déjà envisagé à l'époque le déplacement des Éton et des Manguissa vers des régions encore peu exploitées, à l'exemple du Mbam.
- 7 En définitive, les conditions étaient réunies pour pousser toutes les catégories d'âge adulte de la Léké à la recherche de nouvelles terres, et particulièrement celle des 40-50 ans en quête de stabilité.

Les étapes des migrations

- 8 Ces migrations des Éton et des Manguissa vers le Mbam-et-Kim se sont effectuées en deux étapes : la première de 1965 à 1976, et la seconde après 1976.
De 1965 à 1976 : l'étape de l'aventure
- 9 Éton et Manguissa se sont intéressés à l'exploitation des terres agricoles du Mbam à partir de 1965. Au début, tout porte à croire qu'il s'agissait d'une aventure au regard des conditions périlleuses auxquelles étaient soumises les personnes prenant le risque de la traversée de la Sanaga. En effet, les pannes régulières du bac à Élang, à 20 km au nord de Sa'a pour aller à Koro, ou à la hauteur des chutes de Nachtigal pour rejoindre Ntui, imposaient très fréquemment des traversées en pirogue, traversées souvent entravées par les attaques des crocodiles et les risques de noyade causés par les troncs d'arbres jonchant le lit du fleuve ou parfois aussi par la surcharge des provisions alimentaires au moment du retour. Cependant ces migrants téméraires réussissaient tout de même la traversée. Pour disposer du temps nécessaire à la réalisation de leurs activités de production (un à deux mois pour le défrichement et les semis, une à deux semaines pour les récoltes), ils demandaient asile dans les villages autochtones et particulièrement dans ceux situés en bordure des routes de Ntui à Bafia (Koussé, Kela, Koro, Bindamongo,

Ohambé, Goura, Biatengana, Mbangassina) et de Ntui à Yoko (Bivouna, Salakounou, Ossombé et Nguila) (fig. 2). Cette phase est caractérisée donc par des va-et-vient des migrants entre la Lékié et le Mbam.

- 10 L'aventure a aussi conduit Éton et Manguissa à migrer dans la perspective de trouver un emploi rémunéré dans la Scierie Lebris de Biakoa-Centre créée en 1963. Les premiers pionniers de la recherche de terres agricoles se comptent parmi les employés qui créaient parallèlement des exploitations le long des pistes forestières. De temps en temps, ils utilisaient une main-d'œuvre temporaire en provenance de la Lékié pour créer leurs plantations.

Après 1976 : l'implantation au-delà de la Sanaga

- 11 Après 1976, les migrants ont cherché à s'implanter dans le Mbam en s'engageant résolument dans la construction de résidences afin de créer un climat de stabilité pour leurs activités de production, tout en procédant, dans la plupart des cas, au regroupement familial. Certains facteurs ont facilité cette implantation. En effet, interpellé par l'ampleur que prenaient les migrations dans le Mbam, l'État lance l'opération « 1 000 familles ». Celle-ci consistait à installer les migrants de la Lékié dans le Mbam, avec l'appui de l'Union Internationale de Protection de l'Enfance (UIPE) ⁵, en partenariat avec le Ministère des Affaires Sociales (MINAS). Parallèlement à cette opération germa le projet de construction du pont sur la Sanaga à Élang, dont les travaux s'achevèrent en 1979, grâce à un financement suisse. Appelé d'abord Pont Koro, il fut baptisé ensuite par le gouvernement « Pont de l'Enfance ⁶ », et facilite désormais l'accès au Mbam reléguant ainsi aux oubliettes l'opération « 1 000 familles » qui n'avait pu être concrétisée, faute de financement, et surtout à cause de la réticence des populations locales de voir un tel projet bénéficier surtout aux migrants.
- 12 Sans tarder, la présence du pont entraîna la flambée des prix du foncier sur la rive droite de la Sanaga, car, devant la facilité de circulation offerte par cet ouvrage, de hauts fonctionnaires, hommes d'affaires et commerçants originaires du Mbam, ou de la Lékié, achetèrent de vastes terrains (20 à 80 ha), surtout situés en bordure de route, en vue de la création immédiate ou à terme d'exploitations agricoles. Bientôt, l'acquisition des terres dans certains secteurs, comme aux environs de la route Ntui-Mbangassina, à cause du coût élevé, ne fut plus à la portée des migrants, contraints par conséquent d'aller en acquérir désormais plus à l'intérieur, en pleine forêt. Contrairement à la première phase, les migrants s'éloignaient ainsi progressivement de leur point de départ, ce qui les poussa à se construire des résidences pour le bon déroulement de leurs activités de production, d'abord la culture du cacaoyer, puis des cultures vivrières.

L'émergence de villages de migrants

- 13 Tout migrant qui désirait créer une plantation devait obtenir le consentement du chef traditionnel de Talba sur la base d'une entente coutumière ⁷. Les premiers migrants réussirent ainsi à se procurer des exploitations agricoles considérables d'une superficie minimale de 8 ha, certaines allant jusqu'à 20 ha. Jean-Paul Mbessa ⁸, à travers son récit, décrit les premières semaines de ces migrants dans la forêt : « J'ai d'abord tracé des layons perpendiculaires à la piste sur une grande profondeur pour délimiter une parcelle d'environ 12 ha. Je me suis bientôt retrouvé face à la forêt, la machette dans la main, la boîte d'allumettes dans l'autre. Je brûlais toutes les souches et les branches des arbres abattus. Dès qu'une parcelle de terrain a été débroussaillée, j'ai réalisé une petite cacaoyère. Je savais qu'elle ne donnerait rien avant trois ans. » Et pendant trois ans, pour lui comme pour tous les autres migrants, la vie fut une succession d'aller et retour entre

la plantation et le village natal dans la Lékié. Une fois la cacaoyère entrée en production, la famille du migrant le rejoignait en commençant par l'épouse ou la première épouse et les jeunes enfants, car ceux en âge scolaire étaient encore obligés de rester dans la Lékié qui offrait de plus amples possibilités d'encadrement, notamment dans les enseignements primaire et secondaire. Par exemple, dans l'arrondissement de Sa'a, les enfants sont scolarisés à 85 % et pas au-delà de 10 km du village ⁹.

- 14 Le choix des noms des espaces occupés par les migrants a été fortement influencé par la présence des éléments du milieu physique environnant tels les collines (Mont Tama ou Tchamongo), les cours d'eau (Mpi, Ngoké), etc. Le tableau I retrace la création des villages de migrants dans le Mbam-et-Kim (voir également fig. 2).
- 15 À partir de cette esquisse chronologique, on observe trois générations de villages de migrants dans le Mbam-et-Kim (fig. 2), à savoir :
- 16 – les villages de la première génération, dont le chef de file est Biakoa-Ferme ¹⁰ fondé en 1974, qui donnera naissance par la suite à Téaté en 1974. En effet, les migrants de ce village ont choisi ce site en prévision d'un manque éventuel de terres aux environs de Biakoa-Ferme, plus proche de Sa'a dans la Lékié. En outre, la plupart des chefs de ménage, jadis monogames, s'étaient engagés dans la polygamie et par conséquent, se sont vu obligés de léguer un patrimoine foncier à leur progéniture, comme le veut la tradition dans la Lékié. Créé en 1979, Endiguili I fait aussi partie de ce groupe, de même que Mifoumbé, dont la création, du fait de sa spécificité, fera l'objet d'une analyse ultérieure ;
- 17 – les villages de la seconde génération, créés au cours des années 1980, sont au nombre de neuf, soit un taux d'accroissement de 56 % par rapport à la période précédente. Ce sont : Mont Tama, Mpi, Ngoké, Tchamongo, Voundou, Etam-Nyat, Mont Tama II, Loungué, Bianguélé ;
- 18 – ceux de la troisième génération apparaissent entre 1990 et 1996 : six villages ont encore émergé de la forêt : Gouloulou, Nkol-Messin, Mbianga, Endiguili II, Eyambouni et Bitorno.
- 19 À côté de ces nouveaux villages, Biakoa, Ohambé, Bindamongo, villages d'autochtones, se sont singularisés, depuis 1974, dans l'accueil des migrants de la Lékié. Paradoxalement, ces derniers y sont aujourd'hui plus nombreux que les natifs, dans une proportion de 55 à 60 %.
- 20 Les données quantitatives de ces migrations n'ont pas été suffisamment explorées. En 1995, les Frères des Écoles Chrétiennes estiment la population migrante de la Lékié dans le Mbam-et-Kim à 16 000 habitants soit sensiblement 5 % de la population de la Lékié, évaluée en 2000 à 335 197 habitants. Ce premier chiffre nous semble quelque peu exagéré et tient sans doute compte à la fois des migrants permanents et temporaires. Pour notre part, l'enquête que nous avons menée dans les villages des migrants en juillet 2000 fait ressortir un ensemble de 1 177 foyers de migrants permanents. En admettant une moyenne de 6 personnes par ménage de planteurs, nous obtenons un total de 7 062 habitants. En même temps, nous avons effectué, à titre indicatif, un sondage auprès des chefs et des notables de 15 villages de l'arrondissement de Sa'a fortement affectés par les migrations vers le Mbam-et-Kim, dans l'objectif d'apprécier l'importance numérique de ce mouvement de population. Ici également, avec une population migrante définitive de 1 584 personnes issues de 258 familles (tabl. II), nous sommes encore très loin des données indiquées par les Frères, bien que notre approche ne porte pas sur l'ensemble de la Lékié. Le cas particulier de Mifoumbé ou la colonisation organisée

- 21 Contrairement aux autres villages de migrants, la migration des Éton et des Manguissa fut plutôt organisée à Mifoumbé en 1979, sous l'égide de l'Archidiocèse de Yaoundé et sous la conduite de la paroisse catholique de Nkolmebanga basée dans l'arrondissement de Sa'a. En effet, en 1970, les Frères des Écoles Chrétiennes, qui y géraient un collège d'enseignement agricole, avaient tiré la conclusion, à partir d'une enquête socio-économique auprès de 231 planteurs, que la culture du cacaoyer étant entrée dans une phase déclinante, les paysans éprouvaient d'énormes difficultés à payer les études de leurs enfants. Appuyés par Monseigneur Jean Zoa, l'Archevêque de Yaoundé, lui-même d'origine Manguissa, ces missionnaires s'engagèrent alors dans la recherche de nouvelles terres dans le Mbam, au lieu-dit Mifoumbé, et organisèrent les déplacements des populations désireuses de s'y rendre pour la création des exploitations agricoles. En 1979, un premier groupe de pionniers, composé de vingt planteurs, prirent la route d'Issandja à 100 km de Nkolmebanga, dans l'arrondissement de Yoko, sous la houlette de l'équipe des Frères des Écoles Chrétiennes. La similitude des dialectes facilita leur insertion dans ce village d'accueil. À l'issue de pourparlers avec les accompagnateurs, le chef du village attribua aux pionniers, moyennant quelques cadeaux symboliques communs (deux dames-jeannes de vin rouge, un bœuf, une chèvre, cinquante kilogrammes de sel, quelques casiers de bière) une zone à exploiter à 12 km du village, désignée plus tard « Mifoumbé » ou « savane de la richesse », non loin de la forêt de Samelé. Se sentant alors tenu à l'écart dans l'opération, le sous-préfet de Yoko s'opposa énergiquement à cette implantation qui marqua un temps d'arrêt pour ne reprendre qu'au début de 1981, à l'issue d'un protocole de collaboration entre la Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture de Yoko et les Frères des Écoles Chrétiennes.
- 22 Le caractère organisé et collectif de ce projet de migration fut matérialisé par un bornage de parcelles, de 8 ha chacune, dans la forêt en vue de la culture du cacaoyer et du plantain, et de 50 ares chacune dans la savane environnante pour les cultures vivrières et maraîchères, ainsi que par la construction communautaire des cases en terre battue ou en briques de terre et d'une maison communautaire comprenant un économat, une aile pour les soins de santé primaires, une salle de réunion, une chambre de passage, un bureau d'accueil. Les instruments de travail de démarrage (houes, machettes, pelles, pioches, râpeaux, etc.) furent mis à la disposition des planteurs. En 1985, une école primaire à cycle complet fut érigée, ainsi que le logement des enseignants, parallèlement à l'aménagement d'un point d'eau potable et de latrines pour les ménages. Les noms de Jean Henry, Bernard Collignon et Nicolas Pindézis, Frères des Écoles Chrétiennes, qui se sont investis dans ce projet, sont évoqués aujourd'hui avec reconnaissance, admiration, respect et souvent beaucoup d'émotion. En effet, les migrants ont beaucoup bénéficié des soutiens moral et matériel ¹¹ de ces religieux qui, en outre, les ont formés aux pratiques courantes de la vie communautaire et démocratique à partir d'un règlement intérieur, stipulant les modalités de la vie communautaire, les règles d'admission ¹², d'exclusion, la périodicité des réunions d'évaluation des activités socio-économiques, le règlement des litiges.
- 23 Grâce à son organisation et malgré les difficultés inhérentes à la vie communautaire, Mifoumbé sut se façonner une identité originale de village de migrants. Il servira de village-test aux Frères des Écoles Chrétiennes dans l'encadrement d'autres villages de migrants du Mbam-et-Kim. En juillet 2000, avec 16 pionniers au départ, Mifoumbé compte 90 ménages regroupant 780 habitants. Cette population tire ses revenus de la cacaoculture, des cultures vivrières, notamment le plantain. En 1982, la culture du palmier à huile à base de plants sélectionnés y a été aussi introduite par l'équipe

d'encadrement et les pionniers initiés à sa pratique dans un champ communautaire de 4 ha dont la production a été valorisée cinq ans plus tard, à la suite de l'installation d'un micro-pressoir. Hostiles au départ à cette culture, les pionniers sont parvenus en définitive à créer des exploitations individuelles ne dépassant cependant pas 1 ha pour une production rationnelle de l'huile de palme. En 1991, la culture du soja a aussi été expérimentée dans un champ communautaire de 2 ha, puis pratiquée timidement par la suite de façon individuelle. On observe aussi un engouement pour l'élevage des chèvres et des porcs. Toutefois, Mifoumbé est très enclavé, ce qui a limité fortement l'écoulement de la production agricole des migrants vers les centres de consommation comme Obala et Yaoundé.

Les structures d'encadrement en présence

- 24 Les migrations des Éton et des Manguissa dans le Mbam-et-Kim ont suscité un élan d'intervention en terme d'appui et d'encadrement des migrants au sein de certaines structures étatiques, para-étatiques, non gouvernementales et privées.

Les structures étatiques et para-étatiques

- 25 Les migrants de la première heure évoquent encore en termes élogieux le rôle joué par la Société du Développement du Cacao (SODECAO) dans le désenclavement de la zone de création des villages de migrants, par l'ouverture des pistes de collecte de cacao ou tout simplement de jonction entre les villages, à l'exemple de celle allant de Talba à Mont Tama en passant par Téaté. Cette piste rurale reste encore appréciée des migrants pour les facilités offertes dans l'écoulement des productions vivrière et cacaoyère. La SODECAO a aussi initié les migrants à la mise en place des cacaoyères à partir de plants issus des pépinières. Pour sa part, la Mission de Développement des Cultures Vivrières (MIDEVIV) a formé les migrants au maraîchage et, par l'entremise de ses camions, collecté la production moyennant rémunération pour l'écouler à son compte à Yaoundé.
- 26 L'intervention étatique s'est aussi exprimée à travers la coopération bilatérale. Ainsi, le gouvernement suisse a contribué à la construction du Pont de l'Enfance et à la diffusion de pompes en liaison avec la construction des puits d'eau potable. Le Fonds Européen de Développement (FED), tout comme la SODECAO, ont permis l'ouverture des pistes rurales, de praticabilité saisonnière, mais à double voie, appelées « boulevards » par les migrants. Le FED a permis de désenclaver Endiguili I. Mpi et Eyambouni sont désormais reliés à la route Talba-Téaté. Depuis 1993, la circulation automobile n'est plus un calvaire entre Tchamongo et Téaté. De Mont Tama II, on peut désormais rejoindre la route Ntui-Yoko (fig. 2). Le FED a aussi permis l'ouverture d'écoles primaires à cycle complet ¹³ à Biakoa-Ferme, Bitorno, Endiguili, Loungué et la création de puits. L'existence de centres de stockage de la production agricole (à Talba, Téaté, Biakoa-Ferme), gérés par les Groupes d'Initiative Commune (GIC) ou organisations paysannes, sont aussi à mettre à l'actif de cet organisme d'appui au développement.

L'action des ONG

- 27 Les Organisations Non Gouvernementales (ONG) sont aussi intervenues auprès des migrants pour répondre à leur demande d'encadrement de leurs micro-projets agricoles ou pastoraux ou pour susciter ici et là des projets communautaires. Dans ce contexte, elles ont organisé des sessions de formation au sein de Groupes d'Initiative Commune (GIC) et de Comités Villageois de Développement (CVD). Les ONG ont sensibilisé les migrants à la diversification des activités économiques afin qu'ils ne s'adonnent plus seulement à la culture du cacaoyer. Parmi ces ONG, les plus entrepreneuriales ont été le Centre d'Appui Technique (CRAT) Jean Zoa de Sa'a, l'INADES-Formation de Yaoundé,

l'Association Tiers Monde Eybens-Cameroun (basée en France), l'Association Française des Volontaires de Progrès (AFVP).

L'intervention des privés

- 28 Ici, le privé confessionnel, notamment l'Église catholique, s'est particulièrement distingué dans son rôle d'assistance aux migrants. En effet, d'un commun accord, le Diocèse de Bafia, zone d'accueil des migrants et l'Archidiocèse de Yaoundé, zone de départ des migrants, ont décidé de créer une aumônerie inter-diocésaine des migrants placée sous la responsabilité des Frères des Écoles Chrétiennes de Nkolmebanga (arrondissement de Sa'a) et des Sœurs de Sainte Marthe de Nyamanga (arrondissement de Bokito). Le rôle joué par ces Frères dans la fondation du front pionnier de Mifoumbé en 1979 a déjà été évoqué. En 1989, ils créèrent une communauté à Talba, dans le Mbam-et-Kim, non loin de Biakoa-Ferme, afin de se rapprocher des villages des migrants qui naissent ici et là dans la forêt. Eux aussi ont ouvert des pistes rurales, construit des ponts de fortune, des écoles, des chapelles et aménagé des points d'eau. En 1993, le FED leur a confié certains volets du « Projet Pôle de Ntui », à savoir la mobilisation des populations, les études de pré-faisabilité des micro-projets des paysans, la création des Comités Villageois de Développement (CVD). Les religieuses de Nyamanga ont sillonné les villages des migrants pour les campagnes de vaccination, d'hygiène et de salubrité.

L'habitat, les paysages agraires, et l'économie rurale façonnés par les migrants L'habitat : un continuum des villages de départ

- 29 Les migrants ont créé un habitat groupé où dominent les villages-rue (Endiguili, Mpi, Biakoa-Ferme, Bianguélé, Eyambouni), ou en damier (Mont Tama, Ngoké, Tchamongo, Téaté, Étam-Nyat). L'intervention des religieux a conduit à la mise en place plus ou moins ordonnée de l'habitat, notamment dans les villages de la première et de la deuxième génération, aux formes décrites ci-dessus. Ceux de la troisième génération revêtent pour la plupart la forme en tas, car leur implantation n'a guère bénéficié des conseils de l'équipe d'encadrement des religieux, leur effectif ne permettant plus d'assurer convenablement l'animation de l'ensemble de ces villages dont la croissance numérique a explosé après 1990.
- 30 Pour les villages concernés, les concessions familiales, séparées les unes des autres de 15 à 20 m, comportent trois blocs : la case principale, de forme rectangulaire, comprend entre trois et quatre chambres à coucher et une salle de séjour, sur une superficie de 125 à 175 m² ; à 10 ou 15 m de là, la cuisine, elle aussi de forme rectangulaire, rassemble deux à trois pièces, à savoir, le coin cuisson, le magasin de stockage de la production et éventuellement une chambre à coucher, et derrière la cuisine, les latrines. Cette disposition a été suggérée par les religieux et notamment le Frère Nicolas Prindésis que les migrants ont surnommé « Frère architecte ». Les sols des cases sont nus, les murs faits en « poto-poto », sorte de clayonnage garni d'argile. Certaines cases principales ont des murs en briques de terre apparentes dans la majorité des cas, ou très rarement crépies. Les toitures sont à 95 % en tôles ondulées, grâce au concours apporté aux migrants par le Père Arnaud de Boissieu de la Mission Catholique de Nvom-Nnam, à 15 km de Sa'a, dans la Léké. Avec sa camionnette, il livrait les tôles dans les villages des migrants au prix de gros et était payé soit au comptant, soit sur la base d'un échéancier proposé par les acquéreurs, avalisé par le Comité Villageois de Développement. Sa camionnette était aussi de temps en temps chargée de ciment et de la menuiserie en bois et en fer en provenance de Sa'a.

31 Dans les premières années des migrations, les villages possédaient une maison communautaire. Celle-ci était construite soit à l'extrémité du village (Endiguili, Mpi, Biakoa-Ferme, Bianguélé, Eyambouni), soit à l'angle d'une rue qui s'offre comme le point central du village (Mont Tama, Ngoké, Tchamongo, Tématé, Étam-Nyat). Elle servait de lieu d'échanges avec l'équipe d'animation, de point de réunions et de tontines initiées par le Comité Villageois de Développement.

32 En dehors du fait que l'implantation des cases s'est faite de façon quelque peu dirigée par les Frères des Écoles Chrétiennes, les matériaux de construction ne diffèrent pas fondamentalement de ceux des villages de départ. Il s'agit donc en quelque sorte d'un continuum dans l'option de l'habitat rural.

Les paysages agraires : refus de la monotonie

33 Dans les nouveaux villages de migrants du Mbam-et-Kim, en terme d'utilisation du sol, il convient plutôt de parler de domaines que de champs. En effet, selon le rapport de l'exercice 1997-1998 de la Délégation Départementale de l'Agriculture de Ntui, la superficie moyenne exploitée est de 8 ha. Dans la même période, la superficie totale que les migrants se sont appropriée a été évaluée à 12 500 ha ou 125 km², soit 0,5 % de la superficie totale du Mbam-et-Kim. Des terres cultivables sont donc encore largement disponibles.

34 La typologie des paysages agraires a été influencée par les milieux écologiques car les nouveaux villages de migrants du Mbam-et-Kim se sont développés dans une zone de contact forêt-savane. Ainsi, la forêt à Sterculiacées est le domaine du cacaoyer, du caféier, de la banane plantain, de la banane douce, du palmier à huile, des vergers et du macabo. Dans la savane, se cultivent le maïs, les ignames, le manioc, l'arachide, divers légumes et l'ananas. Les cultures de la forêt sont réservées aux hommes et celles de la savane aux femmes. Toutefois, le paysage agricole reste dominé dans l'ensemble par le cacaoyer et la bananier plantain, sachant que l'une des principales causes des migrations a été la recherche de terres pour la culture du cacaoyer qui ne réussissait plus convenablement dans la Lékié. Le cacaoyer et la bananier plantain sont pratiqués soit en cultures pures, soit en association. Certaines cacaoyères de Mont Tama atteignent 4 à 5 ha et, associées au bananier plantain, font 6 à 8 ha à Tchamongo. Dans la savane, on observe trois sortes de champs vivriers. Le premier porte le maïs, l'arachide et le manioc, puis est laissé en jachère pendant 3 à 5 ans, et est occupé ensuite par des ignames et des légumes. Le second est réservé à l'igname, au concombre, au maïs, à l'arachide, au gombo et, après sa mise en jachère pendant 2 à 3 ans, on y cultive exclusivement du manioc. Enfin, le troisième type de champ est voué à l'igname, au concombre puis retourne à la jachère pendant 3 à 4 ans, avant une réception exclusive de manioc.

35 Dans les nouveaux villages du Mbam-et-Kim, en particulier Tématé, Mont Tama, Biakoa-Ferme et Tchamongo, les migrants ont continué à pratiquer le maraîchage, comme jadis dans la Lékié, qui se singularise en la matière. Un financement du FED leur a permis d'acquérir des motopompes, notamment les migrants organisés, comme ceux du Groupe d'Initiative Commune des Maraîchers de Talba (GICMAT). Par la suite, ces derniers se sont distingués dans la production de la tomate dont la grande partie de la récolte était collectée sur place par les « bayam-sellam » ou revendeurs en provenance de Yaoundé.

L'économie rurale : priorité à la commercialisation

36 Il va de soi que l'économie rurale de la zone d'implantation des migrants est dominée par l'agriculture. Toutefois, il semble plus opportun d'apprécier ici le choix fait par les

migrants pour un certain nombre de cultures qui ont un impact socio-économique dans la gestion de leur quotidien.

- 37 Ainsi, parmi les cultures pérennes, le cacaoyer vient en tête et il est étonnant que les migrants accordent encore tant d'importance à cette culture, malgré la baisse des cours sur le marché international depuis 1987 ¹⁴. Même les migrants qui se sont implantés après cette date ont continué à cultiver intensivement le cacaoyer. En fait, la création des vastes cacaoyères a été, pour un bon nombre d'entre eux, une stratégie d'occupation définitive des terres acquises souvent à vil prix. Car, en fin de compte, Éton et Manguissa, même loin de leur terre natale, sont restés assujettis au devoir moral de léguer un patrimoine foncier digne de ce nom à leur descendance. Une obsession, pourrait-on penser. Ici, les migrants ont mis sur pied des organisations paysannes réputées aujourd'hui dans l'approvisionnement des planteurs en semences, en fongicides et dans l'organisation de la commercialisation de la production (négociation des prix, élaboration des calendriers des marchés, transport). Finalement, ils sont unanimes à reconnaître que le cacao rapporte des gains substantiels, car malgré la baisse du prix du kilogramme à l'exportation, ils ont continué à lui consacrer d'importantes superficies. Ainsi, 60 % de leurs revenus proviennent de la vente du cacao, et le Mbam-et-Kim ¹⁵ est désormais l'un des meilleurs producteurs de la province du Centre en terme quantitatif comme qualitatif, par la jeunesse de ses plantations.
- 38 L'implication des migrants dans les cultures vivrières reste plutôt marquée par le souci d'un gain financier plus que par celui de se nourrir et l'on peut se permettre de parler ici d'une agriculture vivrière marchande. Pour parvenir à cet objectif, les migrants cultivent abondamment les produits vivriers sollicités dans les marchés urbains environnants, notamment ceux de Sa'a, Obala et Yaoundé. C'est ainsi que le bananier plantain, le manioc, l'igname et les cultures maraîchères dominent le paysage vivrier. Ils sont parfois vendus sur pied, c'est-à-dire bien avant qu'ils n'aient atteint leur maturité. C'est un nouveau procédé d'achat conçu par les femmes « bayam-sellam » pour une gestion judicieuse de leurs stocks afin de leur permettre d'affronter la concurrence sur les marchés. Généralement, elles versent une avance consistante au planteur et le reliquat au moment du retrait de la quantité de vivres frais sollicitée. Certaines viennent s'approvisionner directement dans les villages des migrants accompagnés d'un pick-up en location. C'est donc pratiquement la course après les produits vivriers ce qui a permis de résoudre partiellement, non seulement le problème de l'évacuation, mais également celui de la commercialisation de la production. Toutefois, à travers les GIC, les migrants s'investissent aussi pour une grande part dans l'écoulement de la production vivrière, en louant des véhicules à cet effet, afin d'en assurer eux-mêmes la commercialisation au marché de Sa'a.
- 39 Le marché de Sa'a est un marché de transit, qui stocke la plus grande partie de la production vivrière provenant des villages des migrants, avant son acheminement à Yaoundé par les acheteurs-revendeurs. Il se tient officiellement chaque jeudi, mais paradoxalement, c'est la veille dans la soirée et bien tard dans la nuit qu'il bat son plein, car c'est le moment où pick-ups et camions arrivent chargés de vivres du Mbam-et-Kim et sont immédiatement interceptés par les acheteurs-revendeurs pour des transactions exclusivement en gros. Le jour du marché proprement dit, les opérations de vente des produits vivriers s'effectuent au détail pour satisfaire les consommateurs locaux.
- 40 Les migrants pratiquent aussi l'élevage des porcs. En 1998-1999, la Délégation Départementale de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales de Ntui a estimé leur

cheptel à 1 700 têtes. Les porcs sont élevés dans des enclos et nourris avec des épluchures de manioc mélangées à de la provende dans des proportions respectives de 70 et 30 %. Le poids des bêtes varie de 50 à 80 kg. La production est enlevée dans les villages par les acquéreurs qui proviennent de Yaoundé, Bafia, Obala et Sa'a.

- 41 S'agissant de la pêche, les migrants s'intéressent plus à la pisciculture qu'à la pêche au filet et depuis la digue. Onze étangs piscicoles ont été recensés dans la zone de migrations (tabl. III).
- 42 L'enquête révèle que 63,6 % des étangs ont été mis en place par les GIC et 36,4 % par des particuliers. Les structures d'encadrement telles que le Centre Rural d'Appui Technique (CRAT) Jean Zoa de Sa'a, et le Pôle de Développement de Ntui (Projet du Fonds Européen de Développement), ont beaucoup contribué à faire de la pisciculture une activité communautaire afin que les migrants en tirent des bénéfices substantiels. Silure et anguille sont les principaux types de poissons produits par les étangs.
- 43 Partant de l'analyse de l'économie rurale, on peut observer que les migrants tiennent à obtenir l'optimum de la production dans leurs activités agricoles et pastorales. L'effort de diversification des activités économiques rurales est réel.

Le visage socio-économique des villages des migrants La question de l'autorité

- 44 Les autochtones emploient le terme de « quartiers » pour désigner les nouveaux villages de migrants. En effet, ce sont des espaces ruraux résidentiels dans lesquels l'administration n'a pas encore pris l'initiative de créer des structures d'encadrement de base des populations, en l'occurrence les chefferies. C'est donc le chef traditionnel territorialement compétent, en l'occurrence ceux de Talba et de Biakoa-Centre, qui avaient et ont pouvoir de nommer un représentant local de l'autorité traditionnelle parmi les migrants. Ainsi, leur aire de commandement traditionnel s'est étendue jusqu'à Mont Tama, Étam-Nyat, Téaté, Mpi, Eyambouni, Ngoké I et II, et celle de Biakoa-Centre jusqu'à Tchamongo et Biakoa-Ferme. Cependant, faute de logistique et de ressources humaines pour assurer une présence effective dans ces « quartiers », mais surtout à cause des longues distances les séparant des chefs-lieux des chefferies, les nouveaux villages de migrants ont commencé à échapper à l'autorité des chefs traditionnels concernés, et tendent ainsi progressivement vers l'autonomie comme dans la collecte des impôts directement gérée par le sous-préfet de Ntui. Il en est de même de la gestion des litiges, sauf à Mifoubé, où il existe un règlement interne en la matière. En 1994, à Eyambouni, les migrants ont démocratiquement élu Pascal Omboh comme leur chef traditionnel, malgré la contestation du chef de Talba. La création de l'arrondissement de Mbangassina à partir de la scission de celui de Ntui vient encore révéler un autre aspect de la question. En effet, certains nouveaux villages de migrants, comme Endiguili I sont recensés à la fois par le sous-préfet de Ntui et celui de Mbangassina comme faisant partie de leur unité administrative. Ceci engendre des situations embarrassantes et même conflictuelles au sein des populations. Ailleurs, ce sont les chefferies de Talba et de Nguila qui se disputent l'autorité de Ngoké et de Voundou.

Communication orale et spécificité ethnique

- 45 Dès le début des migrations, la communication orale s'est faite essentiellement en français, ce qui prouve que ces migrants de la Lékié sont issus d'une région fortement scolarisée. Ceci a beaucoup contribué à resserrer les liens entre eux, facilitant ainsi la cohabitation. À Téaté, nous avons eu l'opportunité d'assister au règlement d'un litige foncier où les échanges se faisaient en français. C'est la facilité de communication en français qui a permis aux divers cadres d'engager des programmes d'animation rurale qui

portent leurs fruits aujourd'hui. La spécificité ethnique reste fortement marquée par la présence des Éton et des Manguissa. Cependant, comme dans toute zone de colonisation agricole, d'autres groupes ethniques ont suivi, tels les Yambassa, les Sanaga, les Bafia, les Bamiléké, les Mbaya, les Peuls, les anglophones, les uns attirés par la dynamique agricole naissante, les autres par la pratique du commerce. Cette pluriethnicité a aussi renforcé l'usage du français dans les échanges entre migrants, sans pour autant que les populations en présence ne perdent leur identité et l'usage de leurs dialectes respectifs.

La vie communautaire

- 46 Elle a d'abord été insufflée par les Frères des Écoles Chrétiennes, ensuite par les chefs de postes agricoles et les ONG. Compte tenu des grandes superficies concédées aux exploitations agricoles, le travail communautaire en rotation ¹⁶ a été largement diffusé ici. Les hommes s'entraident ainsi lors du défrichage, de la trouaison, du transport des plants, de la lutte phytosanitaire. Les femmes sont mobilisées pour l'agriculture vivrière marchande et le « cabossage » du cacao. Pour gagner de l'argent, les jeunes se sont constitués en groupes de travaux champêtres. Une fois la demande recensée, leurs interventions se font sur la base d'un calendrier diffusé aux planteurs concernés. L'esprit communautaire a été renforcé par l'existence des maisons dites « communautaires » initiées par les religieux qui accueillent les associations familiales, les cultes religieux, les programmes de formation des ONG et des services techniques des Ministères de l'Agriculture et de la Santé Publique. En juillet 2000, les villages étudiés comptaient 95 groupes de tontines dont 62 % féminins, 23 % masculins, et 15 % mixtes. Chez les femmes, l'épargne mensuelle varie de 10 000 à 20 000 F CFA et les groupes n'excèdent pas douze membres, ce qui a permis à certaines de s'inscrire à deux ou trois tontines dans l'année. Les tontines des hommes ont un nombre réduit de membres, mais avec une épargne mensuelle élevée : 50 000 F CFA ici, 100 000 F CFA là. Ce sont des tontines à « objectifs ». Les tontines mixtes sont, comme partout ailleurs, appelées « caisses de secours » avec des versements mensuels de l'ordre de 500 à 2 000 F CFA. Le nombre de participants y est élevé. Elles apportent un appui à des événements heureux ou malheureux bien déterminés. Cette forte mobilisation de l'épargne est essentiellement soutenue par les revenus de l'agriculture – surtout vivrière marchande – et du maraîchage. En matière d'organisation paysanne sous la forme juridique, on comptabilise 41 GIC. Enfin, le traditionnel championnat inter-village de football reste aussi un moyen de cohésion entre jeunes des villages de migrants.

- 47 Au Cameroun, la colonisation des terres en vue de la pratique des activités agricoles dans les zones à faibles densités de population est initiée par les pouvoirs publics, comme ce fut le cas pour les opérations Yabassi-Bafang, Route du Noum ou l'Installation de 1 000 familles dans le Mbam. Cependant, ce que l'on observe dans le Mbam-et-Kim est l'expression d'un mouvement migratoire endogène qui ne cache pas le dynamisme que l'on reconnaît aux Éton et Manguissa du pays Béti. Aujourd'hui, leurs migrations vers le Mbam-et-Kim ont laissé de nombreuses empreintes dans l'espace rural. En effet, les villages des migrants sont plus nombreux que ceux des autochtones. Quelques-uns d'entre eux sont désormais reliés par des pistes rurales. L'utilisation du sol a connu des mutations significatives insufflées par la création de vastes cacaoyères et la réalisation d'une production vivrière spécifiquement tournée vers la commercialisation au regard des grandes superficies destinées à la banane plantain, au maïs, aux ignames et aux cultures maraîchères. Désormais, le Mbam-et-Kim fait partie du grenier de la province du Centre. L'espace rural est, plus que par le passé, marqué par la présence d'écoles, de

maisons communautaires, de puits aménagés. La vie communautaire s'est consolidée autour des GIC grâce à l'intervention des ONG, du Fonds Européen de Développement (FED), et de l'aumônerie inter-diocésaine des migrants.

- 48 Les nouveaux villages issus des migrations éton et manguissa vers le Mbam-et-Kim sont, finalement, l'expression de l'emprise décisive des migrants sur l'espace forestier en terme de pérennité de l'utilisation du sol. Ils sont devenus aussi des cadres privilégiés où sont vécus et expérimentés, au quotidien, les transferts de compétences et technologies rurales, où sont exprimées les stratégies de vie associative de toute sorte en provenance des zones de départ. Ils ont favorisé également des rencontres de mentalités et de modes de vie qui ont engendré ici la cohabitation pacifique, là des conflits entre les acteurs en présence, le plus souvent à cause des enjeux fonciers. Désormais, le Mbam-et-Kim est un centre d'intérêt pour les entrepreneurs ruraux et les opérateurs économiques de toute origine, à cause des mutations socio-économiques que les migrations des Éton et Manguissa y ont suscitées. Enfin, ces nouveaux villages ont créé la « traversée », expression aujourd'hui consacrée dans la région pour désigner la migration de courte durée des Éton et Manguissa qui ont décidé de ne pas s'installer définitivement dans le Mbam-et-Kim. Ils traversent plutôt périodiquement la Sanaga, sont accueillis par leurs parents dans ces nouveaux villages, puis vaquent pendant un à deux mois à leurs activités agricoles. Cet autre aspect des migrations dans les zones rurales méritera d'être approfondi. En définitive, le Mbam-et-Kim ne fournit-il pas aujourd'hui un exemple de colonisation rurale dynamique, animée par des populations à l'étroit sur la rive gauche de la Sanaga en voie de rurbanisation et dans l'orbite de Yaoundé, la capitale ? Éton et Manguissa n'ont-ils pas plutôt fait à l'inverse une partie du chemin de leurs ancêtres ? Et pourquoi avoir attendu l'impulsion des projets pour le faire ? Géographes et historiens ont là, de nouveaux champs d'investigation.

BIBLIOGRAPHIE

- ADAPOJU A., 1979 – Migrations and socio-economics changes in Africa. *International Social Sciences Journal*, vol. 31, p. 107-235.
- BERNIER X., 1997 – Les mutations des espaces ruraux dans les pays en voie de développement. Paris, Economica, 112 p.
- BLANC-PAMARD C. et CAMBREZY L., 1995 – Terre, terroir, territoire : les tensions foncières. Paris, ORSTOM Éditions, 472 p. (Collection « Dynamiques des systèmes agraires », Colloques et Séminaires).
- BRETON R., 1992 – Les ethnies. Paris, PUF. (Coll. « Que Sais-je ? »).
- BRUNEAU J.C., 2003 – Ethnies, identités et territoires en Afrique : architectures et recompositions. In : BART F. (dir.) – L'Afrique, continent pluriel. Paris, SEDES, p. 83-105.
- GUICHAOUA A., 1982 – Population migrante et types de mobilité au Burundi. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 35 (138), p. 141-159.

- GUIMAPI C.C., 1991 – Migration de retour et changement social au Cameroun de l'Ouest. Université de Yaoundé, 105 p. (Mémoire du DEA de Sociologie).
- HAUBERT M., dir., 1991 – Politiques agraires et dynamismes paysans : de nouvelles orientations. Revue Tiers-Monde, n° 128, p. 721-959.
- IYEBI MANDJEK O., 1993 – Les migrations saisonnières chez les Mafas, montagnards du Nord-Cameroun : une solution au surpeuplement et un frein à l'immigration définitive. Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines, Paris, 29 (263), p. 419-441.
- KUBAT D. et HOFFMANN-NOWOTNY H.J., 1981 – Migrations : vers un nouveau paradigme. Revue Internationale des Sciences Sociales, 33 (2), p. 335-359.
- LE BRIS E., LE ROY E. et MATHIEU P., 1991 – L'appropriation de la terre en Afrique noire, outils d'analyse de décision et de gestion foncière. Paris, Karthala, 359 p.
- Migrations rurales et création de nouveaux milieux sociaux en Afrique tropicale : exemples sénégalais, ivoirien, camerounais. Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines, 1979, vol. 16, n° 1-2, 176 p.
- NGWE E., 1989 – Marginalisation socio-économique : facteur endogène de l'émigration rurale ? Le cas de l'Ouest et de l'Extrême-Nord du Cameroun. Annales de l'IFORD, Yaoundé, n° 131, p. 7-18.
- NOIN D., 1979 – La mobilité spatiale des populations. In : Géographie de la population, chapitres 12 à 14. Paris, Masson, p. 237-284.
- PÉLISSIER P., 1995 – Campagnes africaines en devenir. Paris, Édition Arguments, 318 p.
- PISANI E., 1995 – Explosion démographique et sécurité alimentaire. Le Monde Diplomatique, n° 493, avril, p. 15-26.

NOTES

- 1.Par décret n° 94/008 du 12 janvier 1994, le département du Mbam a été scindé en deux départements, à savoir le Mbam-et-Inoubou, chef-lieu Bafia, et le Mbam-et-Kim, chef-lieu Ntui.
- 2.Rapport d'activités 2000-2001. CRAT - Jean Zoa, Sa'a.
- 3.Il existe une Lékié-Est, très densément peuplée, et une Lékié-Ouest moyennement peuplée.
- 4.Frères des Écoles Chrétiennes. Cette congrégation religieuse, à l'instigation de feu Mgr Jean Zoa, Archevêque de Yaoundé, est implantée dans le Mbam-et-Kim depuis 1980, notamment à Talba, pour l'encadrement socio-spirituel des migrants de la Lékié dans la région.
- 5.L'UIPE est une fédération non gouvernementale regroupant 173 organisations ; en font partie, entre autres, l'ONG suisse « Enfants du Monde » et 18 pays africains dont le Cameroun à travers le MINAS.
- 6.Les revenus du péage étaient destinés au soutien du programme de protection de l'Enfance en difficulté au Cameroun. Cela n'a pas duré et la guérite du péage est en ruine depuis des années.
- 7.En l'espèce, le migrant remettait symboliquement au chef entre 5 000 et 15 000 F CFA, une dame-jeanne de vin rouge et quelques bières.
- 8.Ancien pionnier, interviewé en juillet 2000.
- 9.Inspection d'Arrondissement de l'Éducation Nationale de Sa'a, juillet 1999.

- 10.** Ce nom s'inspire de la présence d'une ancienne ferme coloniale située sur l'emplacement actuel du village, non loin de Biakoa-Centre. Il s'agit de la ferme de la famille Lebris dont les activités ont été interrompues vers 1976 à cause du vol systématique du bétail. Le secteur de Biakoa-Ferme fut une sorte de Far West.
- 11.** À travers les Frères des Écoles Chrétiennes, les pionniers ont été appuyés dans leur implantation à Mifoumbé par les chrétiens catholiques d'Europe à travers des organismes tels que l'Organisation Catholique Suisse, Misereor et des organismes humanitaires à l'instar du Lion's Club International.
- 12.** Le nouveau pionnier devait acquitter une cotisation de 10 000 F CFA pour le fonctionnement de la maison communautaire, ce qui lui donnait droit à une parcelle de 8 ha.
- 13.** Aujourd'hui, chaque village pionnier possède une école primaire à cycle complet (fig. 2).
- 14.** En 1989-1990, le kg de cacao était commercialisé à 250 F CFA pour les grades I et II contre 420 l'année précédente. Le hors standard se vendait à 150 F CFA et les résidus à 50 F CFA. En 1990-1991, le kg de cacao est passé à 220 F CFA.
- 15.** En 1998-1999, le Mbam-et-Kim a produit 55 000 t de cacao, soit 55 % de la production nationale.
- 16.** Le groupe de travail constitué met en valeur les exploitations agricoles des membres à tour de rôle. C'est un système différent de celui des champs communautaires.

RÉSUMÉS

Les nouveaux villages du département du Mbam-et-Kim dans la Province du Centre au Cameroun sont issus des migrations des populations rurales du département de la Lékié. En effet, depuis une vingtaine d'années, l'acquisition de nouvelles terres pour les activités agricoles sur la rive gauche de la Sanaga est devenue un problème crucial pour les générations actuelles par suite des densités de plus en plus élevées de la population rurale. Face aux nombreux litiges fonciers, la traversée de la Sanaga s'offre comme une opportunité pour ces agriculteurs qui trouvent dans la rive droite du fleuve, région peu peuplée, de vastes espaces pour leurs activités agricoles. Ils s'installent soit temporairement, soit définitivement en Mbam-et-Kim. Ces villages de migrants, dont les caractéristiques socio-économiques diffèrent de celles des villages des autochtones, ont nettement modifié le paysage de l'habitat rural de ce département. Ils présentent en effet quelques spécificités en ce qui concerne l'autorité traditionnelle, les modes de communication, l'acquisition des terres, la vie communautaire, les modes de production agricole. Pour leur structuration, ces villages ont bénéficié d'interventions étatique, para-étatique, non-gouvernementale et privée. Cet exemple montre que les migrations rurales ne sont pas seulement tournées, de nos jours, vers les centres urbains, mais aussi vers les zones rurales.

The new villages of Mbam-and-Kim Department, in the Centre Province of Cameroon, were created as a result of outward rural migrations from the Lekie Department across the Sanaga river. Due to the problem of extremely high population density in this rural area, the acquisition of land for agricultural purposes over the two past decades has become a veritable crucial problem with ramifications for present day generations. In front of numerous land disputes, the

vast but underpopulated forest areas across the Sanaga, held a promise of potential solution to these problems of overpopulation and inherent land pressure in the Lékié Department either for permanent and temporary use. Over time, this newly created migrant villages completely changed to outlook of the residents of the village in the Mbam and Kim Department. This is particularly true as regards their present socio-economic characteristics which do not in any way bear any resemblance with the indigenous village structure of this area. The emergent villages instead manifest unique and distinctive features as regards traditional authorities, system of communication, land acquisition, communal life, as well as types of agricultural production. As regards their structural development, these villages have had the additional advantage of getting support from State, para-statal, non-governmental and private organizations. In contemporary times, rural migration not only occurs towards the urban areas, but towards rural areas also.

INDEX

Keywords : agricultural production, Cameroon, ethnic group, land resources, management of land use, Mbam and Kim Division, migrations, overpopulation, rural area, traditional authority, under-population

Mots-clés : autorité traditionnelle, Cameroun, département du Mbam-et-Kim, ethnie, gestion foncière, habitat rural, Lékié, migration, production agricole, réserve foncière, sous-peuplement, surpeuplement

AUTEUR

JOSEPH GABRIEL ELONG

Chargé de cours, Département de Géographie et Histoire, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Douala, Cameroun.